



RÉUNION DE RELECTURE ET MISE À LA SIGNATURE

- **Accord Participation**
- **Accord Suppression du Plafonnement**
- **Accord supplément de Participation**

Des projets conformes aux dernières propositions présentées par la Direction.

Paris le 08 juin 2026

ET MAINTENANT, SI NOUS PARLIONS DÉMOCRATIE ET RAPPORT DE FORCE ?

Depuis la distribution du tract du 28 mai présentant les avancées des négociations sur la participation, certains hurlent :

« **Il faut bloquer les usines, Kamarade !** »

Quelques salariés ont également choisi d'exprimer leur mécontentement par la grève.

À **FO**, nous respectons toutes les opinions lorsqu'elles respectent celles des autres.

Malheureusement, cela n'a pas toujours été le cas, pour certains, soit on pense comme eux, soit on est complice.

La déception à l'annonce des chiffres de la participation était réelle et légitime.

Comment accepter que son entreprise gagne davantage et percevoir moins ?

Impossible.

Mais la responsabilité d'une organisation syndicale est de regarder les faits avec sang-froid.

La grève est un droit. C'est aussi l'arme la plus puissante dont disposent les salariés.

Et lorsqu'on possède une arme aussi puissante, la première responsabilité est précisément de tout faire pour ne pas avoir à l'utiliser.

Une grève n'est jamais gratuite. Elle coûte aux salariés, à leurs familles, à l'entreprise en tant que bien commun et laisse toujours des traces après le conflit.

Notre responsabilité n'est pas de déclencher systématiquement le blocage, et encore moins de manière isolée mais plutôt de l'utiliser comme un moyen de dissuasion.

**Ce n'est pas un renoncement, c'est notre engagement.
Ce n'est pas une faiblesse, c'est votre force.**

Regardons maintenant les faits.

Il y a quelques semaines encore, la Direction refusait la neutralisation de la parité euro-dollar, un supplément de participation, la suppression du plafonnement ainsi qu'une expertise indépendante.

Le message de vos représentants était pourtant simple :

Nous obtiendrons ces avancées, soit par le dialogue, soit par la grève.

Un véritable rapport de force s'est alors engagé jusqu'au plus haut niveau du Groupe Airbus.

Chacun a fait ses calculs.

Pour les syndicats : qu'est-ce que cela rapporte aux salariés ?

Pour la Direction : quel serait le coût d'une grève ?

**Parce que la Direction sait une chose :
quand FO appelle, FO est suivie.**

Elle a donc choisi de négocier, ce qui nous a évité un appel à la grève !

Aujourd'hui, l'ensemble de vos revendications a été entendu.



Alors pourquoi cette déception ? 500 Euros !

Cette réaction est légitime. Mais il est essentiel de comprendre pourquoi ce chiffre ne nous a pas conduits à renverser la table.

La Participation 2025 a été exceptionnellement élevée, grâce à la performance industrielle, mais aussi et surtout grâce à des effets financiers, notamment liés au dollar.

En 2026, c'est l'inverse qui s'est produit. Le dollar a pénalisé la Participation alors même que les résultats de l'entreprise progressaient fortement.

C'est précisément ce qui a créé la colère et ce que nous avons contesté.

La Participation doit être liée au résultat de votre travail, à la valeur créée par les salariés, pas à des mécanismes financiers incompréhensibles pour la majorité d'entre eux.

Nous avons donc exigé la renégociation de la formule dérogatoire afin d'obtenir un système plus juste, plus lisible et davantage connecté à vos résultats tout en maintenant la solidarité dans le groupe Airbus ! Sans cette solidarité et sans cet accord, seul Airbus Opérations aurait bénéficié d'une prime de Participation cette année !

L'ancienne formule reposait sur sept paramètres, dont plusieurs pouvaient déconnecter la prime des résultats industriels. La nouvelle formule proposée pour 2027 repose sur un seul critère, le résultat d'exploitation des sociétés françaises.

Son application rétroactive sur les trois dernières années génère un complément de 27 millions d'euros, soit environ 500 euros pour chaque salarié présent toute l'année.

Ce n'est pas une revendication au doigt mouillé, C'est le résultat qui a conduit au projet d'accord pour un supplément de participation proposé à la signature.

Pour info, avec cette nouvelle formule la Participation versée aurait été pour :

2024 : identique à 3000€

2025 : environ 3400€ au lieu de 4473€

2026 : environ 3600€ au lieu de 2047€

Nous avons également obtenu la suppression de l'accord de plafonnement de 2012.

Cet accord avait permis la mise en place de notre accord dérogatoire qui pendant 14 ans a généré davantage de primes de participation pour les salariés. Mais compte tenu de l'évolution de l'entreprise et de ses perspectives, pour **FO**, il n'avait plus de raison d'être. Sa suppression sera elle aussi soumise à signature.

Nous avons enfin obtenu l'expertise indépendante que la Direction refusait jusque-là.

Comme vous, nous sommes des salariés, pas des financiers ni des juristes.

Cette expertise doit nous permettre d'évaluer ce nouvel accord de participation qui aura une durée de 1 an et de préparer la négociation de 2027.

Nous ne tomberons pas dans les débats politiques qui passionnent certains.
Ce qui compte pour nous, c'est vous.

Chacun doit désormais faire son choix en connaissance de cause.

FO ne signe jamais sans l'accord de la majorité de ses adhérents. C'est notre conception de la démocratie.

Vos représentants sont là pour vous écouter, porter vos revendications et défendre vos intérêts.

Ils ne s'agenouillent devant aucune pression. Ils ne sont les relais d'aucun parti politique ni d'aucune idéologie, ils sont dans l'évolution permanente !

Quoi qu'il arrive, notre ligne restera la même : celle du rapport de force fondé sur le nombre de nos adhérents, la crédibilité des arguments et le dialogue.

Parce que c'est celle qui protège le mieux vos emplois et vos intérêts.

Airbus demeure l'un des meilleurs modèles sociaux de l'industrie en France. Il s'est construit sur ces valeurs, sur ces équilibres et sur cette exigence et cette responsabilité.

Enfin, ne perdez pas de vue que 2027 sera une année de très forte pression politique liée à l'élection présidentielle. Cette pression a déjà commencé à entrer dans Airbus.

À FO, nous resterons concentrés sur l'essentiel :
Le développement de notre industrie, de nos emplois et de nos salaires.

